

QUI CONTRÔLE ▶▶▶ POURQUOI L'UE CONTINUE-T-ELLE TOUS LES À CONSTRUIRE DES GAZODUCS ET DES GAZODUCS ? TERMINAUX MÉTHANIERIS INUTILES ?

Les nouveaux géants européens
des infrastructures gazières:

Fluxys (Belgique)

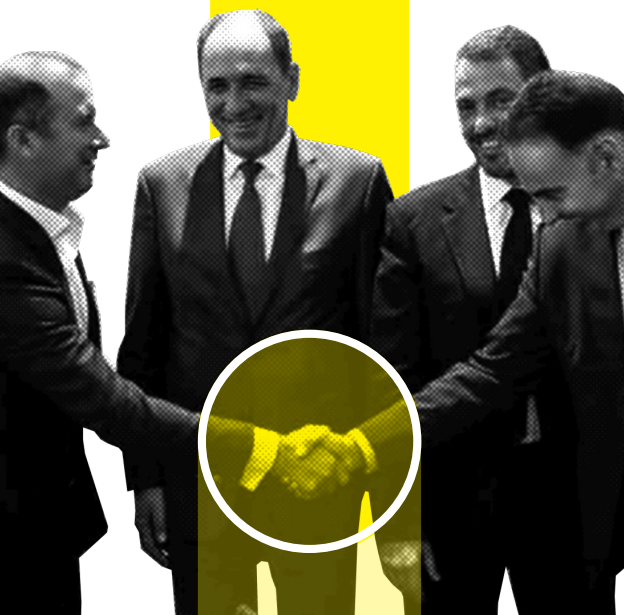
Enagás (Espagne)

GRTgaz (France)

Snam (Italie)



?



QUI POUSSE CES INFRASTRUCTURES, ET QUI EN PROFITE ?

Les entreprises derrière les réseaux de transport de gaz européens sont inconnues du grand public, mais leur influence sur les décisions politiques est profonde.

Ils engrangent des profits en construisant et en exploitant des gazoducs et d'autres infrastructures gazières, et sont bien décidés à nous maintenir dans la dépendance au gaz naturel fossile, malgré l'enjeu climatique et les oppositions locales.

Ces « opérateurs de systèmes gaziers », comme on les appelle, possèdent suffisamment de kilomètres de gazoducs pour faire deux fois et demie le tour de la Terre, et veulent en construire encore davantage, y compris des projets controversés comme le Trans Adriatic Pipeline (TAP). Cette carte permet de prendre la mesure de leur puissance.

ZEEBRUGGE ET DUNKERQUE

Fluxys détient deux terminaux d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL), à Dunkerque en France et à Zeebrugge en Belgique. Tous deux sont des pôles importants d'approvisionnement de l'Europe du Nord-ouest et apparaissent comme des points d'entrée privilégiés – avec d'autres terminaux détenus par GRTgaz, Enagás et d'autres – pour le gaz issu de nouveaux développements controversés aux États-Unis et en Russie.

Zeebrugge et Dunkerque sont parmi les principaux ports européens à accueillir des navires méthaniers en provenance du Grand nord russe depuis que le projet gazier Yamal LNG est entré en activité fin 2017. Yamal LNG contribue à l'ouverture d'une nouvelle « frontière gazière » dans l'Arctique russe, qui pourrait à la fois mettre à mal une région déjà fragilisée par le réchauffement des températures et entraîner des émissions massives de gaz à effet de serre.

Fluxys fait également affaire avec le rival géopolitique de la Russie : les États-Unis. Pour que l'exploitation du gaz de schiste américain soit économiquement viable, l'industrie doit trouver des marchés d'exportation, et l'Europe est l'une de ses principales cibles. Les importations de gaz nord-américain issu de la fracturation hydraulique vers l'Europe ont commencé au Portugal en 2016 et ont continué à augmenter en 2018, notamment à Dunkerque. En retour, ces importations encouragent l'intensification de l'exploitation du gaz de schiste aux États-Unis, avec des conséquences environnementales et sanitaires dévastatrices¹.

PROJET CASTOR

Le Projet Castor Project est la plus grande unité de stockage de gaz d'Espagne, aménagée dans un ancien puits de pétrole à 22 km au large de Castellón, près de Valence.

Sa justification initiale (décrédibilisée depuis) était que l'Espagne avait besoin de davantage de capacité de stockage pour des raisons de sécurité énergétique². Ce projet à plusieurs milliards a néanmoins été abandonné après que des opérations de pré-démarrage aient entraîné plus d'un millier de séismes allant jusqu'à 4,2 sur l'échelle de Richter.

Un an plus tard, l'entreprise de BTP en charge du projet, ACS (propriété du président du Real Madrid Florentino Pérez Rodríguez) renonçait à la concession. Les coûts retombèrent sur Enagás et sur les citoyens espagnols à travers leurs factures de gaz, en raison d'une clause controversée incluse dans le contrat de concession qui a permis à ACS d'obtenir une compensation de €1,35 milliard.

Enagás reprit la concession au nom de l'État, et avec elle la dette liée à la compensation et aux coûts de maintenance. En incluant les intérêts, cela représente un coût total de €3.3 milliards.

Ce cas d'enrichissement illégitime d'entreprises favorisé par l'État a été porté devant la justice par des citoyens sous la bannière "Caso Castor"³. Les dirigeants politiques et économiques concernés doivent en répondre devant un juge.

1_ https://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/urget_case_f_or_ban_on_fracking.pdf

2_ https://sie.feres/recursos/nchlmg/doc/17187/20120309_PII_DEFICIT_GAS.pdf

3_ <https://casocastor.net/castor-case/>

PROJETS

CONTROVERSÉS

EN EUROPE

MIDCAT

Le projet MidCat portait initialement sur la construction d'un gazoduc entre la Catalogne, au nord de l'Espagne, et le Sud-est de la France. Lancé en 2011, son objectif était de doubler la capacité de transport de gaz entre l'Espagne et la France et renforcer ainsi la « sécurité énergétique » de l'Union européenne.

Fort du soutien actif du commissaire Miguel Arias Cañete⁴, MidCat a été inclus dans la liste des « projets d'intérêt commun (PIC) de la Commission européenne en 2015 et 2017, ce qui lui a donné un statut prioritaire et un soutien financier et politique accru.

Le projet MidCat est devenu celui d'un nouveau réseau de transport s'étendant des deux côtés des Pyrénées, avec 1250 kilomètres de nouveaux tuyaux, dont ceux du très controversé projet Éridan en France. La section initiale a été rebaptisée STEP (South Transit East Pyrenees). Soutenu par Enagás en Espagne et Teréga (propriété à 40,5% de Snam) et GRTgaz en France, ce projet à €3,1 milliards pourrait générer un désastre social, environnemental et climatique⁵.

Les travaux devaient recommencer en 2019, mais une analyse coûts-bénéfices commandée puis enterrée par la Commission a fuité, qui met en doute la viabilité financière et l'utilité de MidCat⁶. Sur fond d'opposition croissante au projet, en janvier 2019 les régulateurs français et espagnol ont refusé de l'autoriser et de le financer⁷.

Cependant, le commissaire européen Cañete (proche d'Enagás – voir profil), continue à faire la promotion du projet, qui pourrait toujours être inclus dans la liste 2019 des PIC.

4. <http://www.catalannews.com/business/item/strategic-gas-pipeline-midcat-will-be-ready-by-2020>
5. http://www.foeeurope.org/sites/default/files/extractive_industries/2018/mythcat_report_english.pdf
6. <http://www.foeeurope.org/EU-study-scorn-controversial-Spain-France-gas-pipeline-230418>
7. <https://www.cre.fr/content/download/20288/258771>
8. <http://espresso.repubblica.it/inchieste/2017/03/31/news/tap-mafia-e-solidi-sporchi-dietro-il-gasdotto-1.298585>
9. https://www.banktrack.org/download/the_transadriatic_pipeline_project_identified_noncompliance_with_the_equator_principles/the_tap_project_identified_noncompliance_with_the_equator_principles.pdf
https://www.tap-ag.com/assets/07_reference_documents/english/Project%20Finance%20Disclosure/Executive%20Summary%20a1%20TAP%20Site%20Visit%20Monitoring%20Report%20Spring%202017_UK2222080_Issue_01a.pdf

TAP

Le Trans Adriatic Pipeline (TAP) est la dernière section du Corridor gazier sud (CGS), un gazoduc de 3500 kilomètres reliant la mer Caspienne en Azerbaïdjan et le sud de l'Italie, pour un coût total de 45 milliards de dollars US. Le TAP doit partir de Grèce, traverser l'Albanie et la mer Adriatique et arriver dans les Pouilles.

Ses actionnaires actuels sont BP, Socar (l'entreprise publique de gaz de l'Azerbaïdjan), Snam, Fluxys, Enagás et la firme suisse Axpo. Le consortium est enregistré à Zug, le plus opaque des cantons suisses. Le projet initial a été élaboré par une firme contrôlée par Axpo et dont le patron aurait été impliqué dans une affaire de blanchiment pour le compte d'une organisation criminelle italienne⁸.

Aussi bien TAP que le CGS sont des "Projets d'intérêt commun" considérés comme stratégiques par la Commission européenne. Le TAP a été sélectionné en 2013, sur fonds de lobbying agressif et d'allégations de corruption de la part de l'Azerbaïdjan au Conseil de l'Europe, qui a fait scandale en refusant d'approuver un rapport sur les violations des droits de l'homme dans le pays.

Initialement le TAP a été présenté comme un "projet du secteur privé". Les financements publics européens pourraient en réalité couvrir jusqu'à un tiers de son coût. En 2018, la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et un certain nombre de banques privées ont approuvé des prêts cumulés de €2,7 milliards en dépit des oppositions en Italie, en Albanie et en Grèce. Des évaluations indépendantes ont également conclu que le projet ne respectait pas les standards internationaux pour les institutions financières⁹.

En mars 2017, des milliers d'officiers de police ont été dépêchés pour s'assurer que le chantier en Italie, impliquant le déracinement de centaines d'oliviers, ne serait pas entravé par la résistance non-violente des résidents. Chaque nouvelle étape de la construction depuis lors s'est faite par autorisation spéciale du gouvernement par décret, et sous protection policière.



Chiffre d'affaires :
€1,34 milliard en 2018*
 Profit : **€691 millions** Dividendes versés : **€377 millions**

Projets controversés :

TAP, Proyecto Integral Morelos, MidCat, Castor.

En plus du Trans Adriatic Pipeline (TAP – voir cas), de MidCat (voir cas), et de Castor (voir cas), Enagás est impliquée dans le "Proyecto Integral Morelos" (PIM) au Mexique. En février 2019, le leader indigène Samir Flores a été assassiné par balles devant sa maison en représailles de son opposition au projet¹¹.

Puissance de lobbying :

€200 000

lobbying auprès de l'UE

3 lobbyistes internes



Participation à
autres groupes
de lobbying: **18**

Le budget de lobbying d'Enagás a augmenté de 400% en 2014, année où le ministre du Partido Popular Miguel Arias Cañete a été nommé commissaire européen à l'Action climatique et à l'Énergie. Cañete a été l'un des principaux soutiens du gazoduc MidCat subventionné par l'UE, et une cible privilégiée de lobbying pour Enagás (plus de 70% de ses rendez-vous avec la Commission ont été avec Cañete ou son cabinet)¹². En plus, l'entreprise est membre de 18 groupes de lobbying employant 59 lobbyistes au total¹³.

Propagande gazière :

Présente le gaz naturel comme une énergie fossile propre, essentielle pour lutter contre le changement climatique. Promeut le gaz (dont le prétendu « gaz vert ») dans le secteur des transports¹⁴ avec l'objectif de faire de l'Espagne un « hub gazier ».

Le saviez vous ? Célèbre en Espagne pour accueillir des anciens présidents, premiers ministres et ministres des deux partis traditionnels en leur offrant des postes influents et bien payés dans ses conseils d'administration.

*Malgré des profits en hausse, Enagás a une dette de plus de €5 milliards, due en partie aux emprunts contractés pour l'équipement de stockage de gaz contesté et jamais utilisé Castor.

**Sociedad Estatal de Participaciones Industriales (SEPI) est une holding du Trésor espagnol qui gère les entreprises publiques. SEPI exerce un contrôle de fait sur Enagás en tant que seul actionnaire disposant d'un droit de veto.

10. <https://www.enagas.es/stfls/ENAGAS/Relaci%C3%B3n%20con%20inversores/Documentos/Estadatos%20Ingles%20consolidado%20Enagas%20SA%20JGA%202016%20Inscrit%20RM.pdf>

11. <http://www.gastivists.org/statement-the-assassination-of-indigenous-defender-in-mexico-samir-flores-soberanes-and-the-role-of-european-corporations/>

12. <https://lobbyfacts.eu/representative/bd8819b652c24a4d902b02cbbd624635/enagas-s-a>

13. <https://lobbyfacts.eu/representative/bd8819b652c24a4d902b02cbbd624635/enagas-s-a>

14. <https://www.enagas.es/enagás/en/QuienesSomos/Presentacion>

Pays :
Espagne

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES¹⁰:

5% SEPI**

disposant d'un droit de veto

Lazard Asset Management (5,07%)

Oman Oil Company (5%)

JP Morgan Securities (4,2%)

Merrill Lynch (3,6%)

Goldman Sachs (3,6%)

+ d'une centaine d'autres banques et entreprises

Directeur général :

Marcelino Oreja Arburúa



Ancien député européen du Partido Popular et fils d'un ancien ministre de l'Intérieur.

Président du conseil d'administration :

Antonio Lladén Carratalá

Ancien ministre socialiste (PSOE), Ancien président de Sedigas, association réunissant les entreprises gazières espagnoles.

Autres administrateurs :

Principalement d'anciens ministres et hommes politiques.

FILIALES :

Espagne, Europe, Amérique latine, Amérique du Nord.

La plupart sont détenues via les deux principales filiales du groupe :

Enagás Transporte:

Transport de gaz en Espagne

Enagás Internacional:

Activités en dehors d'Espagne

Projets controversés :

TAP, importations de gaz de l'Arctique et de gaz de schiste américain, désastre de Ghislenghien.

Détient 19% du Trans Adriatic Pipeline (TAP – voir cas) et a fait une promotion active de ce projet à Bruxelles aux côtés du gouvernement de l'Azerbaïdjan. Les deux terminaux méthaniens de Fluxys (Dunkerque et Zeebrugge) reçoivent du gaz de l'Arctique russe et du gaz de schiste des États-Unis. En 2004, un gazoduc à haute pression a explosé à Ghislenghien, en Belgique, faisant 24 morts et 132 blessés.

Puissance de lobbying :

€100 000

lobbying auprès de l'UE

4 lobbyistes internes



Participation à autres groupes de lobbying: **8**

Dépense régulièrement entre €50 000 et €100 000 par an en lobbying à Bruxelles. Ses 3 rendez-vous avec la Commission depuis 2017 concernaient tous TAP. Fluxys fait aussi partie d'au moins 8 structures de lobbying de l'industrie. Siège dans un groupe consultatif de la Commission européenne sur la sécurité de l'approvisionnement en gaz, au nom du groupe de lobbying Gas Infrastructure Europe. A reçu €2,4 millions de subventions européennes pour des projets gaziers.

Propagande gazière :

« Alors que la Belgique se prépare à un avenir énergétique plus soutenable, aussi bien le gaz naturel que le gaz renouvelable joueront un rôle important pour atteindre nos objectifs nationaux. »¹⁶

Le saviez-vous ?

Le président de Fluxys Daniël Termont se prétend un champion du climat, validant quand il était maire l'objectif de faire de Gand une ville « neutre pour le climat » d'ici 2050¹⁷, mais son entreprise nous enferme dans les énergies fossiles pour les décennies à venir.

Pays :
Belgique

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES :

75% Publigas

Société holding inter-municipale belge.

19,9% Caisse de dépôt et placement du Québec

Institution financière publique québécoise.

Directeur général :

Pascal de Buck



En fonction depuis 2015.
Ex président de Swedegas AB.
A gagné €450 000 en 2017.

Président du conseil d'administration :

Daniël Termont

Membre du Parti socialiste flamand (Sp.A), maire de Gand jusqu'en 2019.

Autres administrateurs :
des représentants de divers partis politiques belges et de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

FILIALES :

France, Allemagne, Pays-Bas, Suisse et Grande-Bretagne

Fluxys Belgique contrôle les activités domestiques, et Fluxys Europe les filiales européennes. A acquis, avec Enagás, le gestionnaire du réseau gazier suédois Swedegas en 2015, mais l'a revendu en 2018.

CEO d'Enagás
Marcelino Oreja

CEO de Snam
Marco Alverà

Ministre grec
de l'Environnement
et de l'Énergie



15. https://corporateeurope.org/sites/default/files/the_great_gas_lock_in_english.pdf
16. <https://www.fluxys.com/belgium/en/About%20Natural%20gas/StrategicAsset/StrategicAsset>

17. <https://stad.gent/ghent-international/city-policy/ghent-climate-plans/ghent-climate-plan-2014-2019>



Chiffre d'affaires :
€2,3 milliards en 2018

Profit : **€447 millions** Dividendes versés : **€300 millions**
à sa société mère Engie.

Projets controversés :

MidCat, Eridan, interconnecteur CGS, Nord Stream II

Midcat, Eridan et l'interconnecteur avec le Corridor gazier sud (destiné à recevoir du gaz azéri via la Suisse) sont en suspens en raison des résistances et de leur coût. La société mère de GRTgaz, Engie, est également impliquée dans le projet de gazoduc Nord Stream II. Celui-ci, promu par Gazprom, amènerait du gaz russe via la Baltique, mais la Commission européenne et de nombreux États membres s'y opposent.

Puissance de lobbying :

€300 000

lobbying auprès de l'UE

4 lobbyistes internes



Participation à
autres groupes
de lobbying:

6

Ses dépenses de lobbying ont augmenté d'environ 500% en 2015-2016, mais l'essentiel passe par les six groupes de lobbying et associations professionnelles dont GRTgaz est membre. L'accent est beaucoup mis sur le prétendu « gaz renouvelable », comme le biométhane. Fait également du lobbying en France, où GRTgaz a dépensé jusqu'à €200 000 en 2018.

Propagande gazière :

Promeut le prétendu « gaz renouvelable », surtout le biométhane. Engie et ses filiales (dont GRTgaz) veulent que le gaz consommé en France soit 100% renouvelable d'ici 2050, grâce principalement à du biométhane produit à partir de déchets agricoles et urbains. Des objectifs contestés parce que liés au développement de fermes industrielles à très grande échelle.

Le saviez-vous ?

Les échanges de personnel et les « portes tournantes » entre Engie et ses filiales, le gouvernement et les agences de régulation sont très fréquents en France, comme le montre l'exemple du directeur de GRTgaz Thierry Trouvé. La plupart fréquentent déjà les mêmes grandes écoles.

Dirigeant de Fluxys
Arno Büx

Pays :
France

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES :

75% Engie

Le principal actionnaire d'Engie (ex GDF-Suez) est l'État français (24,1%), suivi par BlackRock.

25% Caisse de dépôts

La Caisse des dépôts est une institution publique française.

Une loi adoptée en avril 2019 autorise la privatisation d'Engie et partiellement de GRTgaz.

Directeur général :

Thierry Trouvé



Ancien haut fonctionnaire et ancien directeur de l'agence de régulation du secteur de l'énergie. Auparavant en charge des activités GNL d'Engie.

Présidente du conseil d'administration :

Adeline Duterque

Cadre dirigeante d'Engie.

Autres administrateurs :

Représentants d'Engie, de la Caisse des dépôts, et de l'État français.

FILIALES :

France, Allemagne, Mexique

Chapeaute tous les gazoducs d'Engie, mis à part Nord Stream II. Présent surtout en France (transport de gaz et GNL, via Elengy), mais aussi en Allemagne (gazoduc MEGAL) et au Mexique (Los Ramones Sur II, pour le compte d'Engie).



Chiffre d'affaires :

€2,5 milliards en 2018

Profit :

€1 milliard

Dividendes versés :

€735 millions

Projets controversés :

Trans Adriatic Pipeline (TAP); Rete Adriatica.

Snam est avec 20% l'un des principaux actionnaires de TAP (voir cas), la dernière section du Corridor gazier sud depuis l'Azerbaïdjan, confronté à une forte résistance populaire en Grèce et en Italie. TAP est censé se connecter au Rete Adriatica, un gazoduc de 700 kilomètres construit par Snam en Italie, à travers une région à forte sismicité. Ce projet aussi fait l'objet d'une opposition populaire depuis sa première annonce en 2004.

Puissance de lobbying :

€300 000

lobbying auprès de l'UE

3 lobbyistes internes



Participation à autres groupes de lobbying:

10

Snam a eu 26 rendez-vous avec les échelons supérieurs de la Commission depuis 2015, dont une grande partie au sujet de TAP et du corridor gazier sud. Très bien représentée auprès de l'UE à travers 10 structures de lobbying, en particulier GasNaturally, présidée par le patron de Snam Marco Alverà.

Propagande gazière :

Promeut l'utilisation du biométhane et du gaz liquéfié dans le transport. Cherche également à fausement rassurer le public en assurant que « le gaz naturel est la plus verte et la plus efficiente des énergies fossiles et une source indispensable pour un mix énergétique soutenable »¹⁸ (voir 'Le gaz – une fausse solution')

Le saviez-vous ? Snam est impliquée dans un plus grand nombre de projets liés à « l'Union énergétique » de l'UE que n'importe quelle autre entreprise, avec aussi le record du nombre de kilomètres de nouveaux gazoducs et de nouveaux équipements de stockage.

Pays :

Italie

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES :

30,4% CDP Reti SpA

Société holding italienne, détenue par l'institution financière publique Cassa Depositi e Prestiti (59,10%) et par une filiale de la State Grid Corporation of China (35%).

BlackRock (7,5%)

Détient ses actions à travers plusieurs filiales différentes.

Romano Minozzi (5,9%)

Homme d'affaires italien.

Lazard Asset Management (5,1%)

Snam SpA (4,6%)

Directeur général :

Marco Alverà



Chez Eni pendant 10 ans, ainsi qu'au conseil d'administration de Gazprom Neft. Ex vice-président de l'association professionnelle bruxelloise Eurogas, et désormais président de la super-association professionnelle GasNaturally.

Président du conseil d'administration :

Carlo Malacarne

Ancien directeur général de Snam, qui a passé toute sa carrière dans l'entreprise. Ex président de Confindustria Energia, la division Énergie de la principale association industrielle italienne.

FILIALES :

Actifs en Italie (réseau de transport et terminaux méthaniers)

Albanie (AGSCo)

Autriche (TAG et GCA)

France (Teréga)

Grèce (DESFA) et au Royaume-Uni

(Interconnector UK)

Aussi actionnaire de TAP (20%).

CEO de Snam
Marco Alverà



LES PLUS GROSSES MULTINATIONALES GAZIÈRES DONT VOUS N'AVEZ JAMAIS ENTENDU PARLER

Enagás (Espagne), Fluxys (Belgique), GRTgaz (France) et Snam (Italie) sont les quatre plus gros transporteurs de gaz en Europe, avec des infrastructures sur tout le continent et au-delà. Ensemble, ils possèdent plus de la moitié des terminaux méthaniers de l'Union européenne et plus de 100 000 kilomètres de gazoducs, et ils ne comptent pas en rester là : 6200 kilomètres de tuyaux et au moins un terminal GNL supplémentaire sont en construction.

Toutes les quatre, bien qu'à capital majoritairement public, sont gérées comme des entreprises privées. Elles ont réalisé collectivement €2 milliards de bénéfices en 2018, dont presque les trois quarts ont été versés sous forme de dividendes à leurs actionnaires, dont des fonds d'investissement comme BlackRock (GRTgaz et Snam) et Lazard (Enagás et Snam).

Ces multinationales peu connues n'ont pas la notoriété de Shell, Total ou BP, mais elles sont tout aussi influentes quand il s'agit de maintenir l'Europe dans sa dépendance au gaz. En plus de centaines de milliers d'euros dépensés en lobbying et de leur accès privilégié aux hauts fonctionnaires de l'Union européenne, elles peuvent aussi compter sur un réseau de lobbys sectoriels pour promouvoir leurs objectifs. Mais leur principal véhicule d'influence a été créé par l'UE elle-même.

Quand l'industrie dicte ses projets à l'UE

L'Union européenne a créé en son sein même une structure de lobbying regroupant les gestionnaires de réseaux gaziers, le 'European Network of Transmission System Operators for Gas', ou ENTSO-G. Enagás, Fluxys, GRTgaz et Snam en sont membres. Bien qu'il soit constitué exclusivement de firmes gazières, l'UE a confié à ce groupe la tâche de fournir des projections sur la demande future de gaz en Europe, projections systématiquement surestimées¹⁹. L'UE demande ensuite à ENTSO-G de lui fournir une liste de projets d'infrastructures pour satisfaire cette demande imaginaire. Après validation des gouvernements, cela donne la liste officielle des « Projets d'intérêt commun » (PIC ou PCIs en anglais), que les membres de ENTSO-G construisent alors avec le soutien financier et politique de l'UE. €1,3 milliard d'argent public a déjà été versé pour des projets comme MidCat, le Trans Adriatic Pipeline (TAP) ou les terminaux méthaniers de Fluxys. La quatrième liste des PIC doit être finalisée fin 2019, et inclut actuellement plus d'une centaine de nouveaux projets gaziers, alors qu'il serait nécessaire de sortir complètement des énergies fossiles.

LE GAZ – UNE FAUSSE SOLUTION

Depuis son extraction jusqu'à son transport, le gaz fossile est un désastre pour les communautés et leur environnement. C'est aussi un désastre pour le climat. Le gaz dit « naturel » est composé de méthane, un gaz à effet de serre 100 fois plus puissant que le CO₂ sur une période de 10 ans. De grandes quantités de méthane sont émises dans l'atmosphère lors du forage et du transport (particulièrement s'il s'agit de gaz de schiste), avec pour résultat que le gaz devient aussi néfaste pour le climat que le charbon, voire pire²⁰.

19. https://www.e3g.org/docs/E3G_Trends_EU_Gas_Demand_June2015_Final_110615.pdf

20. http://www.rosalux.eu/fileadmin/user_upload/Powerpoints/Howarth-Cornell-Natural-gas-methane-after-cop21.pdf

Publié dans le cadre du réseau ENCO (European Network of Corporate Observatories) par Corporate Europe Observatory (CEO), Re:Common, Observatori del deute en la globalització (ODG), Observatoire des Multinationales et Gresea.

Coordination : **Pascoe Sabido**
Rédaction : **Pascoe Sabido, Elena Gerebizza, Josep Nualart Corpas, Olivier Petitjean, Romain Gelin**
Édition : **Susanna Gendall**

Graphisme : **Lucía Armiño**
Carte : **Raül Sánchez**
Remerciements :
Roberta Cowan, Vincent Kiezebrink



ENCO
EUROPEAN NETWORK OF
CORPORATE OBSERVATORIES

Projets controversés :

1 Trans Adriatic Pipeline (TAP)

Dernière section du Corridor gazier sud (CGS), un gazoduc géant transport le gaz azéri à travers Grèce, Albanie et Italie, contesté par les communautés locales
Impliqués : Snam, Enagás, Fluxys

2 MidCat

Gazoduc franco-espagnol reliant la Catalogne à Carcassonne, confronté à une forte résistance et actuellement rejeté par les régulateurs.
Impliqués : Enagás, GRTgaz, Snam

3 Projet Castor

Équipement de stockage de gaz offshore fermé avant d'entrer en opération en raison de séismes, et dont la facture à plusieurs milliards est assumée par les consommateurs, pas les investisseurs. Le combat continue devant la justice.
Impliqués : Enagás

4 Zeebrugge et Dunkerque

Terminaux méthaniens belge et français respectivement, important du gaz de schiste des États-Unis et du GNL de l'Arctique russe. Alimentent des bateaux ou des camions convertis au gaz.
Impliqués : Fluxys

5 DESFA

Opérateur du réseau grec dont la privatisation était l'une des conditions du plan de sauvetage idéologique imposé par l'UE à la Grèce. Enagás, Snam et Fluxys en détiennent aujourd'hui 66%.
Impliqués : Enagás, Snam, Fluxys

6 Proyecto Integral Morelos (PIM)

Le 'Proyecto Integral Morelos' au Mexique fait l'objet de fortes résistances locales.
Impliqués : Enagás

7 Terminal GNL de Gothenburg

Encore inachevé et confronté à une contestation locale. Racheté par Fluxys et Enagás en même temps que l'opérateur suédois Swedegas, avec l'objectif d'alimenter les camions en Suède grâce au GNL du terminal de Fluxys à Zeebrugge. Revendu en 2018.
Impliqués : Fluxys et Enagás

8 Rete Adriatica

Gazoduc de 700 kilomètres construit par Snam à travers l'Italie et confronté, parfois depuis des années, à l'opposition locale. Traverse une région à forte sismicité.
Impliqués : Snam

9 Usine GNL El Musel

Cette usine de regazéification à €382 millions a été construite mais jamais utilisée, immédiatement mise en hibernation en raison de la faible demande de gaz en Espagne. Comme pour Castor, le coût en a été passé aux usagers.
Impliqués : Enagás

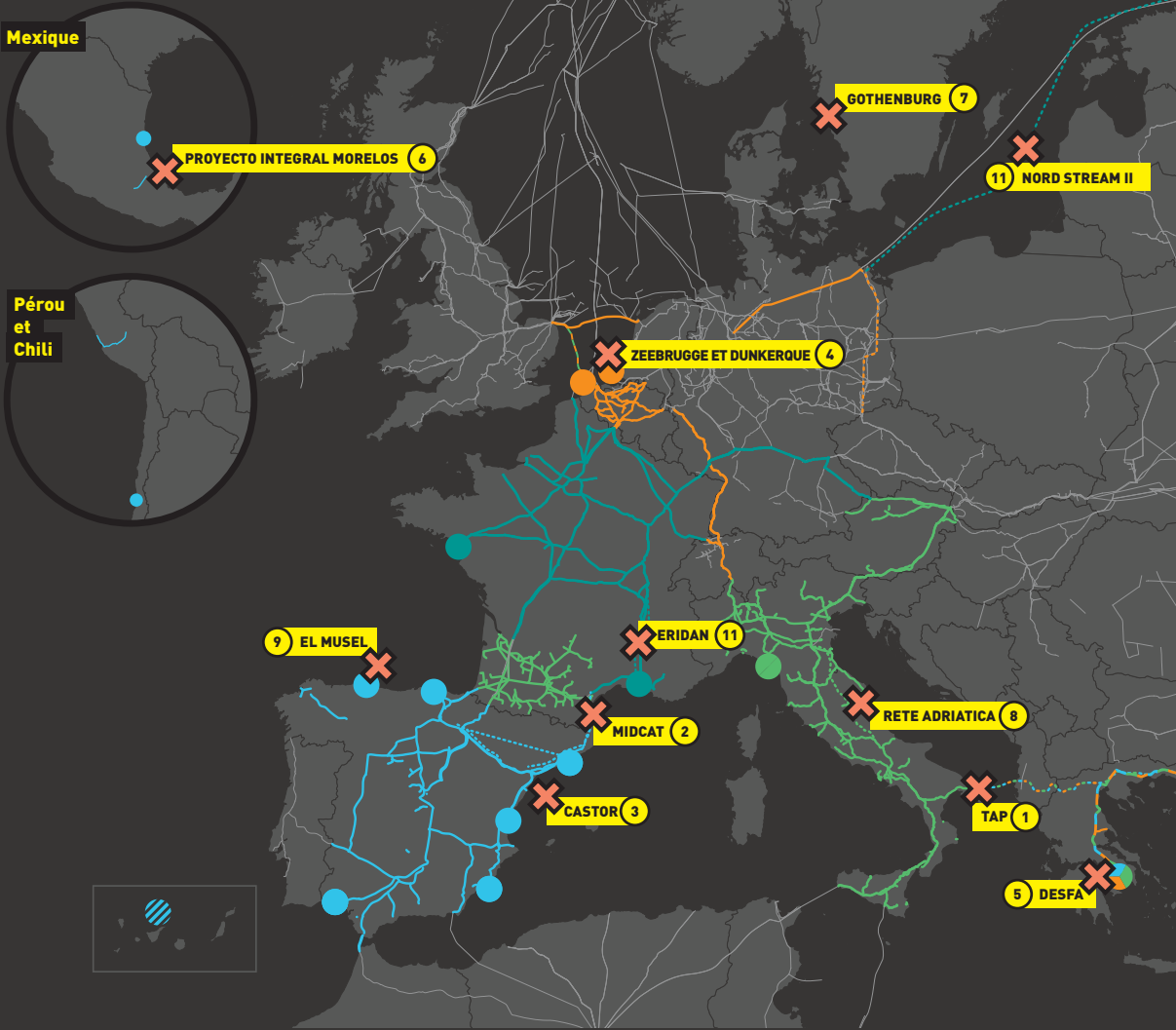
10 Gazoduc Eridan

Gazoduc de 220 kilomètres projeté à travers la vallée du Rhône en France, qui passerait à côté de plusieurs réacteurs nucléaires. Les opposants ont retardé le projet, et son coût a considérablement augmenté.
Impliqués : GRTgaz

11 Nord Stream II

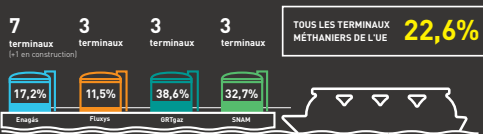
Gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne qui augmenterait la dépendance de l'UE envers Gazprom, contesté par la Commission européenne.
Impliqués : GRTgaz (via Engie, sa société mère)

Qui contrôle tous les gazoducs ? (et les terminaux méthaniens)



TERMINAUX MÉTHANIENS DE L'UE

ET UTILISATION MOYENNE



source: <https://alsi.gie.eu/>

COMBIEN DE GAZODUCS POSSÈDENT-ILS ?



Total: 104 621km

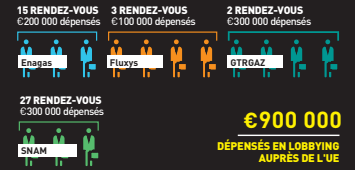


2,5x
le tour du MONDE

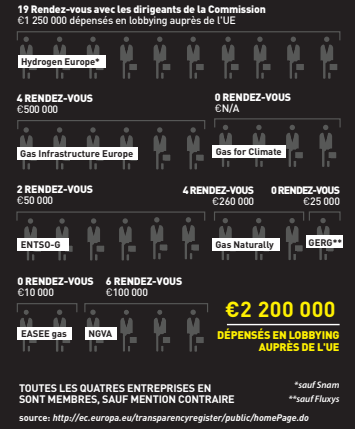
Lobbys européens du transport de GAZ

Rendez-vous et dépenses de lobbying (2018)

4 PRINCIPAUX GESTIONNAIRES DE RÉSEAUX DE L'UE

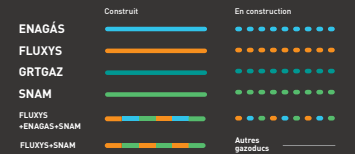


PRINCIPALES STRUCTURES DE LOBBYING :



Puissance cumulée de lobbying

Enagás, Fluxys, GRTgaz, Snam:



✗ Projets controversés ● TERMINAUX MÉTHANIENS ◌ TERMINAUX MÉTHANIENS En construction

DONNÉES FINANCIÈRES

	Chiffre d'affaires :	Profit :	Dividendes versés :
Enagás	€1340 millions	€691 millions	€377 millions
Fluxys	€515 millions	€54,5 millions	€86,4 millions
GRTgaz	€2300 millions	€389 millions	€300 millions
Snam	€2500 millions	€1000 millions	€735 millions